

Juncker dévoile son testament politique pour l'Europe

Le président de la Commission a dévoilé hier un projet ambitieux pour l'avenir de l'Europe. Un testament politique, pour celui qui a «défendu» l'Europe pendant trente ans.

VINCENT GROMIS
A STRASBOURG

Passionné, visionnaire, gouverné par l'émotion et pragmatique à la fois, Jean-Claude Juncker a dévoilé hier un programme ambitieux pour l'avenir de l'Europe. Le discours sur l'état de l'Union, un exercice annuel face aux 751 députés européens, s'est mué en testament politique. «Son manifeste» comme l'appelle en privé le Président de la Commission européenne. Le fruit de trente années d'une vie politique dédiée à l'Europe.

«Dix ans après la crise, l'économie de l'Europe enfin rebondit», a lancé Juncker. Pour le Luxembourgeois, l'exécutif européen a démontré sa capacité à gérer les crises ébranlant l'Europe. Le temps est venu de parachever l'œuvre, à commencer par l'Union économique et monétaire. «Nous avons une occasion à saisir, mais elle ne durera pas», a-t-il averti.

Comment y parvenir? En mars dernier, la Commission avait proposé cinq scénarios pour encadrer les prises de décision. Après s'être entretenu avec les dirigeants européens, il a proposé hier sa propre voie, «le sixième scénario», tout en se lançant dans une déclaration d'amour à l'UE. «Ma vie entière j'ai baigné dans le projet européen. Je l'ai travaillé, je l'ai défendu», a-t-il dit. «J'ai parfois souffert avec et de l'Europe (...), j'ai connu des hauts et des bas, mais je n'ai jamais perdu cet amour de l'Europe.»

Le président Juncker a appelé à réformer l'Union en appliquant les coopérations renforcées, dans des domaines comme la défense et l'économie. L'Europe de demain devra se concentrer sur les «grandes» décisions, les États s'occupant du reste. Juncker voit trois principes éclairer la construction européenne: la liberté, l'égalité et le respect de l'état de droit. Ils permettront de réconcilier les États dits riches et les anciens pays du bloc de l'Est.

Sans surprise, ses chantiers prioritaires

sont la négociation d'accords de libre-échange, la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et la création d'un fonds européen de défense. Juncker a proposé la création d'une agence européenne de cybersécurité et d'une cellule européenne de renseignement. Les changements climatiques ont été à peine cités.

Expédiant le Brexit en quelques mots, il a dressé le portrait d'une Europe unie à 27 et, un jour, ouverte à d'autres États. Il a cité les Balkans orientaux et exclu, en l'état, la Turquie d'Erdogan. Jean-Claude Juncker a donné rendez-vous aux chefs d'État le 30 mars 2019 à Sibiu, sous présidence roumaine, pour acter la mise en œuvre de ce programme. Et a précisé qu'il ne brierait plus de mandat politique.

Parachever l'Union économique et monétaire

«L'Europe a de nouveau le vent en poupe», a lâché Jean-Claude Juncker à l'entame de son discours, avant de multiplier les métaphores maritimes. Fort de la croissance économique, le Luxembourgeois revendique le gouvernail de l'Europe pour deux ans encore. Son premier cap? Parachever l'Union économique et monétaire. Le Président de la Commission propose de créer un **ministre des Finances de l'Union européenne**, qui serait à la fois président de l'Eurogroupe et commissaire européen à l'Économie. Il rejette, par contre, l'idée d'un parlement de la zone euro. Juncker suggère aussi de mettre en place un **Fonds monétaire européen** qui, à l'instar du FMI, serait appelé à soutenir les États en crise. Il pérenniserait le mécanisme européen stabilisé, si utile durant la crise grecque mais insuffisant.

Travailleurs détachés et Autorité commune du travail

«Ceux qui font le même travail sur le même lieu doivent toucher le même salaire», affirme Jean-Claude Juncker. La réforme de la directive sur les **travailleurs détachés**, une législation accusée de favoriser le «dumping» social, est une des priorités de la Commission Juncker. **Marianne Thyssen**, la commissaire aux Affaires sociales, nous a confié que «l'adoption de la nouvelle directive aura lieu avant la fin de la législature», malgré les difficultés posées par les anciens pays de l'Est et les récentes exigences françaises pour limiter le détachement. Thyssen proposera aussi la **création d'une Autorité commune du travail** chargée d'offrir un soutien opérationnel aux États européens dans le contrôle et l'application de la législation sociale.

Un seul président européen

Le président de la Commission a proposé de fusionner son poste avec celui du **président du Conseil européen**. Une décision qui améliorerait la visibilité de l'UE auprès de ses citoyens et des dirigeants des États tiers. «Cela ne vise pas Donald (Tusk) ni moi-même», a-t-il dit.

En vue des élections européennes de 2019, Jean-Claude Juncker a invité les partis européens à «lancer la campagne plus tôt», à présenter des listes transnationales (comportant des candidats de plusieurs États).

Commerce et investissements

Le président Juncker cite cinq priorités pour les seize mois à venir: des traités commerciaux, une industrie plus forte, la lutte contre les changements climatiques, protéger les citoyens contre les cyberattaques et régler la crise migratoire. La **conclusion de nouveaux accords de libre-échange est «la» priorité**. Après le traité conclu avec le Canada (Ceta) et l'accord politique avec le Japon, il confirme la volonté de faire de même avec le **Mexique, les pays d'Amérique du sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande**. Il promet aussi la **transparence**. «La Commission publiera tout le mandat de négociation», a-t-il dit, *fini les rumeurs et les procès d'intention dont la Commission ne cesse de faire l'objet.* Il s'est aussi engagé à donner le dernier mot au Parlement européen sur les accords commerciaux, même si leur négociation sera de la **compétence exclusive de l'Union**. Dans la foulée, il a annoncé la création d'un «cadre» européen de **contrôle des investissements étrangers** dans l'Union européenne afin de protéger les secteurs stratégiques, qui répond aux inquiétudes sur les acquisitions chinoises.

La Turquie au placard

L'UE sera, un jour, ouverte à d'autres États, a assuré Juncker. Il a cité les Balkans orientaux et exclu, pour l'instant, l'**adhésion de la Turquie**. «Libérez les journalistes! Cessez d'insulter nos États et nos chefs de gouvernement en les traitant de nazis», a-t-il dit à l'adresse du président turc Recep Tayyip Erdogan, en insistant sur les **violations de l'état de droit et de la liberté d'expression** commises par le régime. Mais, contrairement à la chancelière allemande Angela Merkel, il n'a pas plaidé pour une rupture des négociations d'adhésion.

Brexit, migration... les dossiers qui fâchent

Jean-Claude Juncker n'a pas évité les deux dossiers pouvant devenir les échecs de cette législature. Il a été bref sur le Brexit. «Le 29 mars, le Royaume-Uni quittera l'Union européenne. Ce sera un moment triste et tragique. Nous le regretterons toujours et vous le regretterez aussi», a-t-il lancé aux députés britanniques, occupés à huer sur les bancs. La crise migratoire fut abordée plus longuement. Sur les

160.000 réfugiés que les Etats européens s'étaient engagés à accueillir, 20.000 l'ont été effectivement. Sans citer les moins solidaires (les ex-pays de l'Est), il a salué l'Italie «pour sa persévérance et sa générosité». Face aux atrocités commises en Libye contre les migrants, il s'est dit «atterré par les conditions inhumaines qui prévalent dans ces centres d'accueils» et a promis d'agir avec les Nations unies.